



Bureau du 18 janvier 2018

Membres en exercice : 17

Membres présents ou suppléés : 10

Membres ayant donné mandat : 3

Nombre de voix : 13

Pour : 13

Contre : 0

Abstention : 0

DELIBERATION n°20180008
APPROBATION DE LA CONVENTION D'APPLICATION DE LA CHARTE
COMMUNE D'ISPAGNAC

Le bureau de l'établissement public du Parc national des Cévennes (EP PNC), convoqué par courriel du 10 janvier 2018, s'est réuni le 18 janvier 2018 à 9h30, au siège de l'établissement à Florac-Trois-Rivières, sous la présidence de M. Henri COUDERC.

Étaient présents avec voix délibérative :

- M. Jean-Pierre ALLIER, 2^e vice-président du conseil d'administration de l'EP PNC,
- Mme Isabelle FARDOUX-JOUE, présidente de la commission *Patrimoine culturel* de l'EP PNC,
- Mme Michèle MANOA, présidente de la commission *EEDD et Sensibilisation* de l'EP PNC,
- M. Lucien AFFORTIT, président de la commission *Tourisme* de l'EP PNC,
- M. Alain JAFFARD, président de la commission *Architecture, Urbanisme et Paysage* de l'EP PNC,
- M. Georges ZINSSTAG, président de la commission *Agriculture* de l'EP PNC,
- M. Jean-Pierre LAFONT, président de la commission *Forêt* de l'EP PNC,
- M. Xavier GANDON, directeur de la DDT de la Lozère,
- M. Kisito CENDRIER, représentant du personnel de l'EP PNC.

Avaient donné pouvoir :

- Mme Catherine CIBIEN a donné pouvoir à M. Henri COUDERC,
- M. Denis BOUAD a donné pouvoir à Mme Isabelle FARDOUX-JOUE,
- Mme Sophie PANTEL a donné pouvoir à Mme Michèle MANOA.

Vu le code de l'environnement et notamment son article R.331-23,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération n°20170024 du 25 janvier 2017 du conseil d'administration par laquelle il délègue au bureau sa compétence pour les conventions d'application de la charte et les contrats de partenariat sur les projets concourant à la mise en œuvre de la charte,

Vu l'arrêté n°SOUS-PREF-2017 111-0001 du 21 avril 2017 constatant les adhésions de communes à la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération du 19 décembre 2017 du conseil municipal de la commune d'Isپagnac, autorisant son maire à signer la convention d'application de la charte avec l'EP PNC,

Sur proposition de la directrice de l'établissement,



Après un vote à l'unanimité, le bureau :

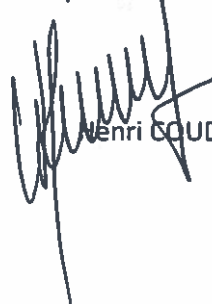
- approuve le projet de convention d'application de la charte ci-annexé, établi entre la Commune d'Ispagnac et l'établissement public du Parc national des Cévennes,
- autorise le président du conseil d'administration de l'EP PNC et la directrice de l'établissement à signer cette convention.

La secrétaire de séance,



Anne LEGILE

Le président du bureau,



Henri COUDERC



Parc national
des Cévennes



CONVENTION D'APPLICATION 2017-2019

DE LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CEVENNES



ENTRE

la commune d'ISPAGNAC, représentée par son maire, M. Michel VIEILLEDENT, et dénommée ci-après « **la collectivité** », **d'une part,**

ET

l'établissement public du Parc national des Cévennes, représenté par son président, Henri COUDERC, et sa directrice, Anne LEGILE, et dénommé ci après « **l'établissement public** », **d'autre part,**

C

PARC NATIONAL DES CÉVENNES
RÉSERVE DE BIOSPHERE DES CÉVENNES
PAYSAGE CULTUREL DES CAUSSES ET DES CÉVENNES

CHARTRE



Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331-3 et R.331-23,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,
Vu le décret n° 2013-995 en date du 8 novembre 2013 approuvant la charte du Parc national des Cévennes,
Vu les arrêtés préfectoraux n°2014139-0001 du 19 mai 2014 de M. le Préfet de la région Languedoc-Roussillon et n°2017111-0001 du 21 avril 2017 de M. le Préfet de la région Occitanie, constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national des Cévennes,
Vu la délibération du bureau du Parc national des Cévennes du xx/xx/2018 autorisant la directrice et le président à signer la présente convention,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 19/12/2017 autorisant le maire à signer la présente convention,

Préambule

La Charte du Parc national des Cévennes est un projet collectif du territoire qui a vocation à être mis en œuvre par l'ensemble des acteurs le composant.

La réussite de sa mise en œuvre repose sur l'implication et la mobilisation de tous les acteurs du territoire dans l'esprit de la démarche homme et biosphère.

Cette démarche consiste à favoriser une gestion durable des ressources naturelles pour le bien-être des populations et un développement respectueux de la nature et des cultures.

Cette recherche permanente d'un équilibre homme et nature durable, se construit dans le partenariat, le dialogue et la concertation.

La convention d'application est l'outil qui recense les actions faisant l'objet de partenariat pour décliner territorialement et de manière opérationnelle la charte.

Les signataires ont convenu ensemble de ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention d'application

La présente convention d'application de la charte du Parc national des Cévennes a pour objet :

- d'identifier et de réaliser un suivi des actions présentes ou à venir menées par la collectivité sur son territoire qui contribuent à la mise en œuvre de la charte du Parc national des Cévennes,
- de définir l'accompagnement de l'établissement public auprès de la collectivité pour mener à bien ces actions.

Le programme d'actions annexé pourra être révisé à mi-parcours.

Les deux parties s'engagent à contribuer à ce programme d'actions dans la limite de leurs moyens techniques, humains et financiers.

Article 2 - Territoire concerné et champ d'action

La présente convention s'applique sur le territoire de la collectivité et dans la limite et le respect des compétences respectives de chacune des deux parties.

Article 3 - Date d'effet et durée de validité

La présente convention d'application prend effet à la date de sa signature et prendra fin au plus tard 31 décembre 2020.

Article 4 – Gouvernance

La collectivité désigne un **élu référent** correspondant de l'établissement public. L'élu référent assure un relais des actions entreprises et des informations auprès du conseil municipal et de la population.

L'établissement public est représenté par le **délégué territorial** du massif concerné. Il est le correspondant de la collectivité et s'assure de la coordination des actions de l'établissement public sur le territoire.

L'élu référent et le délégué territorial sont responsables de l'animation et du suivi de la présente convention.

Ils veillent à l'échange régulier d'informations sur les différents projets avec au moins une réunion physique à mi-parcours et une de bilan à la fin.

Article 5 - Communication

• **Valorisation de l'adhésion à la charte**

Les deux parties partagent le crédit moral des actions menées conjointement. Pour celles-ci, il sera systématiquement fait mention des logotypes des deux parties sur chaque produit résultant de ce partenariat (communications, éditions...).

Par ailleurs, la collectivité s'engage à valoriser son appartenance au Parc national des Cévennes en :

- installant en entrée d'agglomération le **panneau *Commune du Parc national des Cévennes***,
- utilisant sur ces supports de communication le **logo *Commune du Parc national des Cévennes***.

L'établissement public fournira à la collectivité un kit de communication lui permettant de valoriser son adhésion à la Charte.

Enfin la collectivité recevra de manière privilégiée tous les supports de communication et actualités de l'établissement public.

• **Respect des règles de publicité des financeurs publics**

Pour toutes les actions pour lesquelles la collectivité bénéficie de financements directs ou indirects de la part de bailleurs de fonds y compris pour des actions portées par l'établissement public, la collectivité s'engage à respecter ses obligations en matière de publicité. A défaut, elle en supportera les conséquences financières.

Article 6 – Modification de la présente convention

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 - Clause de désaccord

Cette convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Autant que faire se peut, les parties s'entendront à l'amiable pour résoudre leur différend dans l'exécution de la présente convention et si nécessaire la clôturer.

En cas de litige persistant, l'instance compétente est le tribunal administratif de Nîmes.

La résiliation est sans effet sur l'adhésion de la collectivité à la charte du Parc national des Cévennes.

Fait à, le .../...../.....

Le maire d'ISPAGNAC

M. Michel VIEILLEDENT

**Le président du Conseil d'administration
du Parc national des Cévennes**

M. Henri COUDERC

**La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes**

Mme Anne LEGILE

PROGRAMME D' ACTIONS 2017-2020

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Est désigné comme élu référent : Dominique ROGER 	<i>Engagement de la charte Mesure 1.1.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> Est désigné comme délégué territorial référent : Richard SCHERRER 	
Élaboration du document d'urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> La commune dispose d'une ZPPAUP, document de préservation du patrimoine architectural et paysager et de planification foncière, avec un zonage. Le périmètre de la ZPPAUP va évoluer Associer l'EPPNC à la démarche 	<i>Engagement de la charte Mesure 4.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner techniquement la collectivité tout au long de la démarche : appui à la rédaction du cahier des charges, porter à connaissance, traduction personnalisée des orientations de la charte, participation aux réunions techniques... 	Les autres personnes publiques associées
Réglementation de la publicité	<ul style="list-style-type: none"> Faire un point sur les besoins en signalétique : SIL, RIS... Associer l'établissement public à la réflexion 	<i>Engagement de la charte Mesure 7.3.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner la collectivité dans le choix d'un outil adéquat à la pression publicitaire (SIL, RIS ou RLP) Mettre à disposition la charte signalétique <i>Cœur de village</i> 	STAP 48, CD 30, CD 48, CD 07, intercommunalités, DDT(M)
Modernisation de l'éclairage public	<ul style="list-style-type: none"> Participer au <i>Jour de la Nuit</i> Candidater au label <i>Villes et villages étoilés</i> de l'ANPCEN Mise en œuvre du programme avec le SDEE 48 	<i>Engagement de la charte Mesure 4.3.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser le public aux enjeux naturalistes lors du <i>Jour de la Nuit</i> 	ADEME Occitanie, Région Occitanie, SDEE 48, ALE 48, SMEG 30, ANPCEN

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Exonération de la TFNB pour les terrains nouvellement exploités en agriculture biologique	<ul style="list-style-type: none"> • Etudier la possibilité d'exonérer de la TFNB • Prendre une délibération avant le 1^{er} octobre pour une mise en application l'année suivante • Transmettre la délibération à l'établissement public 	<i>Engagement de la charte Mesure 5.4.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer un modèle de délibération 	
Réglementation de la circulation motorisée	<ul style="list-style-type: none"> • Mener une réflexion sur les enjeux de circulation existants • Si enjeux, réglementer la circulation des véhicules à moteur sur les voies et chemin afin d'assurer la quiétude des rapaces et de limiter les conflits d'usages avec les randonneurs 	<i>Engagement de la charte Mesures 7.2.1 et 2.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des cartes d'enjeux rapaces et des grands itinéraires de randonnée, assorties des principales préconisations 	
Promotion de la technique de construction en pierre sèche	<p><u>Au choix ou cumulées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un chantier significatif en pierre sèche • Associer l'établissement public au choix du chantier significatif et à sa réalisation • Accueillir un chantier-école • Former les agents communaux • Intégration des exigences sur la pierre sèche dans les documents de planification urbaine 	<i>Engagement de la charte Mesure 4.2.3</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner la collectivité administrativement et techniquement • Mettre à disposition des documents de sensibilisation • Mettre à disposition un cahier des charges type • Aider à l'intégration des exigences sur la pierre sèche dans les documents de planification urbaine 	ABPS CD 30, CD 48, CD 07 CGET Massif central CNFPT

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Collectivité zéro pesticide	<ul style="list-style-type: none"> • Former les agents communaux à des techniques alternatives • Mettre en place des techniques alternatives aux pesticides • Relayer l'engagement et sensibiliser les habitants à la non-utilisation des pesticides 	<i>Engagement de la Charte Mesure 3.4.3.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en réseau et faciliter les échanges sur les bonnes pratiques • Mettre à disposition une plaquette de sensibilisation des habitants 	Agences de l'eau et certains syndicats de bassin CNFPT
Education à l'environnement et au développement durable (EEDD) dans les établissements scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre et s'impliquer dans le projet EEDD mené dans l'établissement scolaire de la collectivité • Participer aux frais engendrés par les déplacements pour la sortie de restitution du projet scolaire EEDD conduit avec l'établissement public 	<i>Mesure 1.3.4</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer une offre EEDD • Accompagner l'établissement scolaire dans sa mise en œuvre • Mettre à disposition des ressources (intervenants, documents) 	Éducation nationale, acteurs locaux de l'EEDD
Réalisation d'un atlas de la biodiversité communale	<ul style="list-style-type: none"> • La commune est intéressée par la mise en place d'un ABC • Etre maître d'ouvrage d'un atlas de la biodiversité communale et mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires 	<i>Mesures 1.2.1 et 1.2.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les communes « cœur » : apporter un appui technique et mobiliser des moyens humains pour co-animer la démarche, améliorer la connaissance, coordonner les animations et le volet scolaire... • Dans les communes « aire d'adhésion » : aider au montage de la candidature auprès de l'AFB et à la mobilisation de partenaires 	Toute personne ou structure intéressée

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Valorisation des villages et des centres-bourgs	<ul style="list-style-type: none"> • La commune accueille un stage d'étudiants sur la thématique de l'habitat, en lien avec le CAUE et une école d'architecture • La commune a lancé une réflexion sur l'aménagement de la place devant la mairie • Associer l'EPPN à la démarche 	<i>Orientation 4.1 Mesures 4.2.1 et 4.2.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Solliciter un réseau de partenaires • Proposer une réponse à la collectivité sur sa problématique (stage, étude interne ou externe, éventuellement appui financier) • Accompagner sur la méthodologie et sur un plan technique 	ATCC CAUE DDT(M)
Reconquête agricole et pastorale	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de relance de la châtaigneraie avec comme point de départ une parcelle de 1 ha acquise par la commune • Associer l'établissement public à l'ensemble du projet et au suivi des travaux • Définir avec lui en amont un cahier des charges des travaux 	<i>Mesures 5.1.2 et 5.1.3</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner techniquement la collectivité sur l'ensemble du projet • Participer à l'étude préalable comprenant un 1^{er} état des lieux agricole, écologique et paysager afin d'évaluer le potentiel du site et aider à monter un avant-projet 	Chambres d'agriculture, SUAMME, ONF, CRPF, DDT(M)
Suivi projet réouverture Cheyrouses	<ul style="list-style-type: none"> • La commune est intéressée par le suivi du projet des sectionnaux de Cheyrouses 	<i>Mesures 5.2.1 et 5.2.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser une réunion de bilan associant le maire, le PNC et les pétitionnaires 	Chambres d'agriculture, SUAMME, COPAGE, DDT(M), SAFER

* L'accompagnement de l'établissement public est conditionné à une éventuelle priorisation des demandes à l'échelle de l'ensemble du territoire du Parc national.